

Discours identitaire et discours social, Note sur un enjeu politique

Gérard Noiriel

Les régimes démocratiques reposent sur une logique parlementaire qui permet, normalement, au parti (ou à la coalition) qui a remporté le plus grand nombre de suffrages d'exercer le pouvoir d'État. C'est ce qui explique la bipolarisation du jeu politique entre une majorité et une minorité, centrée en France autour du clivage droite/gauche.

Dans ce type de régime, le choix des sujets qui sont mis au centre du débat public (ce qu'on nomme en sciences politiques « la mise à l'agenda ») est d'une importance capitale. Les souffrances humaines, les injustices, les inégalités peuvent alimenter une infinité de causes qui mériteraient d'être défendues publiquement. Mais seul un petit nombre d'entre elles font l'objet d'une politisation. Et c'est le rapport de forces entre ceux que j'appelle les « professionnels de la parole publique » qui explique comment s'opère la sélection des bonnes causes à tel ou tel moment.

Jusqu'au début de la III^e République, le clivage droite/gauche opposait les monarchistes aux républicains. Parmi les thèmes que la gauche républicaine plaçait au centre de son agenda politique figuraient en bonne place la défense de la nation (dans le prolongement des combats en faveur du « principe des nationalités » sévèrement réprimés par les empires en 1848) et la défense de la science contre la religion. L'importance que la gauche républicaine accordait alors à la race était une manière de combattre les dogmes de la religion chrétienne sur la création du monde en mobilisant la médecine et l'anthropologie physique.

À partir des années 1880, les républicains ayant pris les commandes de l'État ont multiplié les réformes grâce auxquelles toutes les classes de la société ont été progressivement intégrées au sein de l'État républicain. Les lois sur la liberté de la presse

et sur l'école ont joué à cet égard un rôle essentiel. Le nombre des lecteurs de journaux ayant été multiplié par dix en moins de trois décennies, c'est à ce moment-là que le système parlementaire que nous connaissons encore aujourd'hui s'est véritablement structuré grâce à la mise en place d'un espace public fondé, à l'époque, sur la presse de masse.

Le champ politique a été alors complètement réorganisé sous l'impulsion de ses deux pôles extrêmes, l'extrême gauche et l'extrême droite, qui avaient en commun le projet de rejeter le système démocratique pour un autre type de régime politique (communiste ou monarchiste).

La victoire du camp républicain a contraint le camp conservateur à s'adapter. Mais une leçon que l'on peut tirer de cette histoire-là, c'est que lorsqu'ils ont perdu une bataille, les dominants mobilisent toujours leurs forces pour rebondir. En quelques années, la nation et la race ont basculé de la gauche vers l'extrême droite. C'est dans ce contexte nouveau que le nationalisme et l'antisémitisme se sont imposés dans le débat politique français. Dans le même temps, l'extrême gauche s'est emparée des thèses de Marx sur la lutte des classes pour construire un discours révolutionnaire dont l'impact n'a cessé de grandir grâce au rapide développement du mouvement ouvrier.

Tout en défendant le régime parlementaire, les partis de gouvernement, de droite comme de gauche, ont intégré dans leur programme des éléments venus des deux extrêmes. Ce qui a abouti rapidement à une redéfinition du clivage droite/gauche sur une ligne de front qui restera à peu près stable jusque dans les années 1980.

En plaçant au centre de son agenda politique la question de la sécurité et de la nation, la droite focalise alors son discours politique sur des questions identitaires. C'est

l'origine nationale, la couleur de peau, la religion de la majorité des citoyens qui sont mises en avant pour mobiliser un « nous » Français susceptible de rallier une majorité d'électeurs. Dans un contexte marqué par le traumatisme de la défaite militaire contre la Prusse (en 1870) et par les menaces d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne, ce discours identitaire est puissamment conforté par un discours sécuritaire qui prône la défense de « notre » identité nationale contre la menace étrangère.

À l'opposé, la gauche socialiste met alors au centre de son propre agenda politique la situation socio-économique des citoyens. Elle dénonce les inégalités entre riches et pauvres, entre les exploités et les exploités, etc. La question de la sécurité n'est pas oubliée, mais elle s'exprime dans le langage de la sécurité sociale, de la lutte contre les accidents du travail, etc. Sous l'influence des marxistes, la question du travail et le concept d'exploitation du prolétariat deviennent alors des références essentielles dans le discours de gauche.

C'est dans le cadre de ce nouveau schéma politique que la question de l'immigration s'est brutalement imposée dans le débat politique français au début des années 1880. L'intégration de toutes les classes au sein de leur État-nation, se produit alors dans tous les pays économiquement développés, ce qui accentue les antagonismes nationaux tout en provoquant la « nationalisation » des mouvements ouvriers européens.

En 1848, Marx et Engels avaient pu terminer *le Manifeste du parti communiste* en proclamant : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous », parce qu'à cette époque, la nationalisation des sociétés n'avait pas encore produit tous ses effets. Mais en 1914, lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, les partis socialistes de chaque pays en guerre ont rejoint leur propre camp national. Ceux qui, comme Jean Jaurès, ont tenté d'empêcher cette « union sacrée » – qui va pousser les prolétariats européens à s'entretuer – le payeront de leur vie.

Si j'ai tenu à rappeler brièvement ce contexte, c'est pour expliquer pourquoi le

« problème de l'immigration » n'a cessé d'être placé au centre du débat politique par la droite et l'extrême droite depuis la fin du XIX^e siècle. Centrer le débat public sur la menace que les étrangers feraient peser sur le peuple français, c'est d'abord une façon de marginaliser (ou d'occulter) la lutte des classes, en évitant toute discussion sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire les inégalités, combattre les injustices, etc. Mais les conservateurs savent aussi qu'en focalisant le débat politique sur le « problème » de l'immigration, ils auront toujours l'avantage sur la gauche, car l'appartenance nationale est une réalité de notre monde. La nationalisation de nos sociétés explique que l'appartenance nationale soit devenue un élément de l'identité des personnes. Certes, ce n'est qu'une seule dimension de ce que j'appelle « les identités latentes » qui nous définissent comme des personnes uniques dans notre vie privée. Le « nous Français » n'empêche pas l'existence d'un « nous » être humain, d'un « nous » travailleur, d'un « nous » catholique, juif ou musulman, etc. L'un des enjeux essentiels de la lutte politique est de sélectionner parmi tous ces candidats potentiels, la forme d'identité latente qui sera rendue publique pour transformer les individus réels en acteurs collectifs s'agitant sur la scène (ou le théâtre) politico-médiatique.

La question n'est donc pas d'être pour ou contre l'immigration, mais de savoir quelle place on accorde à cette question banale des politiques publiques qu'on appelle la maîtrise des frontières. Le programme actuel du Rassemblement national s'inscrit dans la vieille tradition d'extrême droite qui consiste à placer l'immigration au centre de son discours, pour mobiliser l'appartenance nationale comme critère unique de l'identité des citoyens. Depuis la fin du XIX^e siècle, la gauche a opposé à cette propagande des programmes qui privilégiaient l'appartenance socio-économique. Mais après l'affaire Dreyfus, la défense des « droits de l'homme » a également été intégrée dans le discours public de la gauche, pour mobiliser

publiquement cette dimension de nos identités latentes qui nous définit comme des êtres humains.

L'histoire montre qu'au XX^e siècle, la gauche n'a pu devenir politiquement hégémonique que lorsqu'elle a mis en œuvre un projet centré sur les questions socio-économiques mais accordant aussi une place importante aux questions humanitaires. Ce fut le cas en 1936, lors de la victoire du Front populaire, et en 1981, lorsque François Mitterrand a été élu président de la République en défendant le programme commun de la gauche.

À partir de 1983, le recentrage du parti socialiste, l'abandon de nombreuses promesses sociales et l'aggravation du chômage ont changé la donne. Pour justifier sa posture progressiste, la gauche de gouvernement s'est focalisée de plus en plus sur des thèmes identitaires. Le discours lénifiant sur les « valeurs républicaines », les campagnes de « SOS Racisme », la promotion des « Beurs », l'exaltation d'une « laïcité » interprétée de façon de plus en plus autoritaire, ont occupé le devant de la scène, alors que dans l'ombre la situation socio-économique des classes populaires ne cessait de se dégrader.

Mais l'histoire montre que sur ce terrain identitaire, les conservateurs ont toujours l'avantage. L'exploitation des faits divers et des attentats meurtriers commis par des terroristes islamistes a permis d'alimenter constamment les discours catastrophistes sur l'immigration. L'impact de cette propagande réactionnaire a été d'autant plus fort que l'industrie de « l'information » a été bouleversée avec l'irruption d'un nouvel espace public fondé sur la communication numérique. Comparé à la presse de masse du début du XX^e siècle, l'impact qu'exercent sur les Français les chaînes d'information en continu et les réseaux sociaux est infiniment plus puissant. Ce qui explique la perte d'autonomie des forces qui luttent contre l'ordre capitaliste.

Voilà pourquoi, y compris dans le monde universitaire, celles et ceux qui combattent ces discours rétrogrades sur l'immigration

ont souvent tendance aujourd'hui à se situer, eux aussi, sur le terrain identitaire. Les thèmes élaborés initialement sur les campus américains par les tenants de la « gauche culturelle » (expression que j'emprunte au philosophe Richard Rorty¹) se sont diffusés dans une petite partie de la gauche universitaire française; comme le montrent les discours sur « l'intersectionnalité »². L'une des conséquences de cette nouvelle mode intellectuelle, c'est la quasi-disparition de la réflexion marxiste sur l'exploitation des prolétaires dans le cadre du procès de travail capitaliste. À la place s'est imposé le discours juridique sur les « discriminations », qui ne remet pas en cause le système capitaliste, mais cherche simplement à l'améliorer.

Ce changement de paradigme se reflète aussi dans l'évolution du vocabulaire. Je rappelle que le mot « immigré » est apparu dans le discours public français au cours des années 1930 grâce au Parti communiste français, qui a mis en place des sections de la « main-d'œuvre immigrée » (MOI). Le mot « immigré » a donc été d'emblée associé à la position socio-économique des étrangers. Jusque dans les années 1970 ce vocabulaire socio-économique a perduré avec l'expression « travailleur immigré ». Puis le mot « travailleur » a disparu et « immigré » s'est imposé comme une catégorie administrative de l'INSEE et de l'INED pour désigner des individus non seulement à partir de leur nationalité, mais aussi de leur origine (individus qui sont souvent français, mais nés à l'étranger de parents étrangers).

La « gauche culturelle » n'a pas vraiment combattu ce tournant identitaire. Elle a seulement cherché à se l'approprié en présentant les « immigrés » comme

¹ Richard Rorty, *L'Amérique : un projet inachevé*, Publications de l'Université de Pau, 2001.

² Sur l'origine et la diffusion de cette notion, cf. Florian Gulli, « [L'intersectionnalité chez Crenshaw : un projet politique centré sur la "race"](#) », *SILO*, septembre 2023.

des « racisés ».

Sans nier, évidemment, les progrès accomplis grâce aux luttes développées contre les discriminations, force est de constater que ce type de discours a contribué à occulter la réflexion marxiste sur l'exploitation du prolétariat, une exploitation qui reste pourtant une dimension centrale de notre vie sociale.

Le mouvement des Gilets jaunes, puis la forte mobilisation contre le projet de loi sur les retraites, montrent que les questions socio-économiques sont toujours bien présentes dans la vie politique française. Néanmoins, les bouleversements de notre espace public liés au triomphe de la communication numérique expliquent que ces luttes centrées sur des revendications socio-économiques ne soient plus clairement considérées comme des combats portés par la gauche, comme c'était le cas autrefois. L'extrême droite d'aujourd'hui s'illustre par sa capacité à « surfer » sur l'actualité, pour intégrer dans son discours – lorsque le contexte l'exige – des revendications socio-économiques et pour récupérer à son profit tel ou tel thème identitaire venu de la gauche (cf. le « racisme anti-blanc », et même aujourd'hui la dénonciation de « l'antisémitisme »). Mais toute cette propagande s'inscrit toujours dans un schéma explicatif qui rend les « immigrés » (et non les milliardaires) responsables des difficultés de vie que connaissent les classes populaires.

Gérard Noiriel est historien, directeur d'études à l'École des Hautes études en sciences sociales (EHESS).